

ARRÊTÉ
portant modification
d'une installation classée pour la protection de l'environnement
EARL LAUNAY ALLENO à Ploeuc-l'Hermitage

Le préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et ses annexes ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu le décret du 23 juin 2022 portant nomination de M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102 et 3660, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes-d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 9 juin 2010, autorisant l'EARL LAUNAY ALLENO à exploiter au lieu-dit « Le Pignon Blanc » à L'Hermitage-Lorge, un élevage avicole de 79 000 animaux équivalents ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2022 portant délégation de signature à M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

Vu la demande présentée le 24 novembre 2022 par l'EARL LAUNAY ALLENO, dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Pignon Blanc » à PLOEUC L'HERMITAGE, en vue d'effectuer :

- la démolition d'un poulailler et la reconstruction d'un hangar à matériel ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 1^{er} février 2023 ;

Considérant que la demande présentée répond aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté et par l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et suivants du code de l'environnement ;

Considérant que l'élevage est déjà autorisé pour 79 000 emplacements poulet standard ;

Considérant qu'il s'agit d'une notification pour régularisation de la construction d'un hangar à matériel en lieu et place d'un poulailler ;

Considérant que la modification est jugée notable au sens du code de l'environnement ;

Considérant que les effectifs et la conduite d'élevage ne sont pas modifiés ;

Considérant que le plan de gestion des déjections n'est pas modifié ;

Considérant que les installations sont à distance des points d'eau ;

Considérant qu'une dérogation de distance a déjà été accordée ;

Considérant que l'impact paysager est négligeable ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1er :

Les dispositions du premier paragraphe de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral modificatif du 9 juin 2010 sont modifiées comme suit :

L'EARL LAUNAY ALLENO, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Pignon Blanc » sur la commune de Ploeuc-l'Hermitage, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, un élevage de volailles dont la capacité maximale est de 79 000 emplacements.

Article 2 :

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral modificatif du 9 juin 2010 restent inchangées.

Article 3 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Ploeuc-l'Hermitage pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Ploeuc-l'Hermitage pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

Article 5 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1. dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision à l'exploitant ;
2. dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télerecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Ploeuc-l'Hermitage et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le **06 FEV. 2023**
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



David COCHU

